HAL
open science

L'évolution des structures d'élevage en France et en Europe depuis 2000

Laurent Piet

To cite this version:

Laurent Piet. L'évolution des structures d'élevage en France et en Europe depuis 2000. Space 2015 - les rendez-vous de l'Inra, Sep 2015, Saint Jacques de la Lande, France. 15 diapos. hal-01603503

HAL Id: hal-01603503

https://hal.science/hal-01603503v1

Submitted on 5 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

SPACE 2015

LES RENDEZ-VOUS DE L'INRA • CONFÉRENCES

QUEL(S) MODÈLE(S) D'EXPLOITATION D' ÉLEVAGE DEMAIN EN FRANCE ?

L'évolution des structures d'élevage en France et dans l'Union Européenne depuis 2000

Laurent Piet
Unité Smart-Lereco
Inra Rennes, Bretagne & Basse-Normandie

Les changements structurels dans les filières animales

Carl Gaigné
Unité Smart-Lereco
Inra Rennes, Bretagne & Basse-Normandie

INRA SCIENCE & IMPACT

Centre de recherche de Rennes I Bretagne et Basse-Normandie
Domaine de la Motte - BP 35327
35653 Le Rheu cedex
www.rennes.inra.fr

Membre fondateur de agreenium

L'évolution des structures d'élevage en France et dans l'Union Européenne depuis 2000

Laurent Piet
Unité Smart-Lereco
Inra Rennes, Bretagne & Basse-Normandie
Laurent.Piet@rennes.inra.fr

En 2010, la France se place en tête des **pays producteurs d'animaux d'élevage dans l'Union Européenne**, devant l'Allemagne, l'Espagne et le Royaume-Uni, avec près de 17% des effectifs d'animaux produits, toutes espèces confondues.[1] Si ce rang varie selon les types d'élevages, la France figure à chaque fois dans le « top 5 » des pays producteurs, possédant ainsi le 1er cheptel bovin allaitant (25%) devant l'Espagne et l'Irlande ; le 1er cheptel de volailles (25%) devant l'Espagne et l'Italie ; le 2e cheptel bovin laitier (16%) derrière l'Allemagne et devant la Pologne ; le 4e cheptel porcin (10%) derrière l'Espagne, l'Allemagne et le Danemark ; et le 5e cheptel ovin-caprin (8%) derrière le Royaume-Uni, l'Espagne et la Roumanie. Ces différents classements restent à peu près identiques lorsque l'on s'intéresse au potentiel économique de production des exploitations et non plus seulement aux cheptels. Il sont également relativement stables depuis le début des années 2000, la France ayant le plus souvent maintenu son classement selon les deux indicateurs. Elle a cependant perdu une place, à la fois dans le secteur ovin-caprin en termes d'effectifs animaux, passant de la 3e à la 4e place au profit de la Roumanie, et dans les secteurs bovin laitier et granivore en termes de potentiel économique, passant de la 1ère à la 2e place en lait et de la 3e à la 4e place en granivores au profit de l'Allemagne dans les deux cas.

Même lorsque la France a maintenu son rang, ces classements masquent en réalité une érosion de la position française au cours des 15 dernières années. Ainsi, **la « part de marché » de la France au sein de l'UE en termes d'animaux produits** n'a-t-elle progressé que dans le secteur des granivores entre 2003 et 2010 (+11%) alors que, dans le même temps, elle a régressé dans tous les autres secteurs, de 7% en bovins laitiers, de 12% en ovins-caprins et de plus de 20% en bovins allaitants. Le constat est similaire en termes de potentiel économique. Outre des éléments relevant du fonctionnement des marchés et de l'organisation des filières, ces évolutions peuvent s'expliquer pour partie par **la dynamique des structures de production, c'est-à-dire des « modèles d'exploitation »**. En effet, que ce soit au niveau français ou européen, les exploitations d'élevage présentent des structures variées que, dans cette communication, nous abordons à travers quatre dimensions, les trois premières correspondant aux facteurs de production (terre, travail, capital) et la quatrième, le statut juridique, à la façon dont ces facteurs sont organisés.

Les structures agricoles ne sont ainsi pas figées, et une analyse de quelques grandes variables structurelles depuis 2000 montre que les évolutions en cours ne sont sans doute pas encore arrivées à leur terme. **En France**, et parmi les filières d'élevage, **c'est dans le secteur bovin laitier que la restructuration apparaît avoir été la plus forte**, avec une diminution de plus de 30% du nombre d'exploitations entre 2000 et 2010 et, dans le même temps, une importante augmentation de leur taille, quel que soit l'indicateur utilisé pour mesurer celle-ci : +37% en termes de Surface Agricole Utilisée (SAU) ; +33% en termes d'Unités Gros Bétail (UGB) et de Production Brute Standard (PBS) ; +12% en termes d'Unités de Travail Annuel (UTA) ; +72% en termes de capital d'exploitation en euros courants. La part de la main d'œuvre familiale y a en outre plus diminué (-3%) qu'en bovins allaitants et volailles (-1%) et en ovins-caprins (-2%), mais moins qu'en porcins (-10%) et toutes Orientations Technico-Économiques (OTEX) confondues (-15%).

Ces évolutions ont conduit à ce que, aujourd'hui, les exploitations laitières françaises soient, en moyenne, assez similaires à leurs voisines allemandes, que ce soit en termes de SAU, de main d'œuvre, de taille du cheptel ou de capital d'exploitation. La seule différence notable porte sur l'importance du recours au salariat, plus élevé en Allemagne qu'en France (25% de main d'œuvre salariée contre moins de 8%). Les exploitations laitières françaises sont en revanche nettement plus petites que les exploitations danoises qui sont, schématiquement, deux fois plus grandes en termes de surface et de cheptel, plus de quatre fois plus grandes en termes de capital d'exploitation, comptent presque un équivalent-temps-plein en plus, et recourent encore plus que les allemands à la main d'œuvre salariée (52%). Mais les exploitations laitières danoises sont

[1] Sauf mention contraire explicite, tous les chiffres présentés portent sur les exploitations dites « moyennes et grandes », c'est-à-dire celles relevant du champ du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA).

aussi près de treize fois moins nombreuses que les exploitations françaises (3 700 contre 47 900 en 2010), alors qu'on compte près de 15 000 exploitations laitières allemandes en plus (62 300).

Les performances obtenues par ces structures différentes sont, elles aussi, très variables. Ainsi, si les charges par UGB des exploitations laitières allemandes sont en moyenne relativement proches de celles des françaises, celles des danoises atteignent près du double. Le revenu par UGB des danoises est malgré tout supérieur à celui des françaises de 15%, au même niveau que celui des allemandes. Et la structure différente en terme de main d'œuvre renforce l'avantage danois, puisque le revenu par UTA y est deux fois plus élevé qu'en France ou en Allemagne. Mais les exploitations laitières danoises sont aussi beaucoup plus endettées, le poids des dettes dans le passif atteignant près de 70%, contre 40% en France. Les laitiers danois mettraient ainsi plus de quatre ans à rembourser l'intégralité de leurs dettes si ils y consacraient la totalité de leur chiffre d'affaires annuel, alors que les français y parviendraient en renonçant « seulement » à une année complète. Les exploitations laitières allemandes sont quant à elles nettement moins endettées que les françaises (et a fortiori que les danoises), avec un taux d'endettement d'environ 18% et une durée de remboursement équivalente à 8 mois de chiffre d'affaires annuel.

Le même type d'analyse dynamique et comparative est conduit pour les trois autres principales filières d'élevage, à savoir les bovins allaitants, les ovins-caprins et les granivores, soulignant pour chacune d'elles les forces et faiblesses des exploitations françaises au sein de l'UE. On peut alors s'interroger sur la nature et le rôle des principaux facteurs déterminant le changement structurel en agriculture à partir des travaux de recherche de Piet (2010), *Piet et al.* (2012) ou encore Saint-Cyr et Piet (2014), afin de réfléchir au(x) « modèle(s) » d'élevage possibles ou souhaitables pour demain.

RÉFÉRENCES

Agreste (2015). RICA France, tableaux standard 2013. Chiffres et Données Agriculture, n°228.

Commission Europénne (2010). Farm Accounting Data Network: An A to Z of methodology.

Piet L. (2011). A structural approach of the Markov chain model with an application to the commercial French farms. Communication aux 4e Journées de Recherches en Sciences Sociales, Rennes (France), 9-10 décembre 2010.

Piet L., Latruffe L., Le Mouël C., Desjeux Y. (2012). How do agricultural policies influence farm size inequality? The example of France. European Review of Agricultural Economics 39(1): 5-28.

Saint-Cyr L. D. F., Piet L. (2014). Movers and stayers in the farming sector: another look at heterogeneity in structural change. XIVth Congress of the European Association of Agricultural Economists, Ljubljana (Slovenia), August 26-29, 2014.